



Économie rurale

Agricultures, alimentations, territoires

327-328 | janvier-mars 2012
327-328

Florian REYNAUD- L'élevage bovin. De l'agronome au paysan (1700-1850) - Presses universitaires de Rennes, coll. Histoire 2010 – 344 p.

Cécile Fèvre



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/3412>
ISSN : 2105-2581

Éditeur

Société Française d'Économie Rurale (SFER)

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2012
Pagination : 167-169
ISSN : 0013-0559

Référence électronique

Cécile Fèvre, « Florian REYNAUD- L'élevage bovin. De l'agronome au paysan (1700-1850) - Presses universitaires de Rennes, coll. Histoire 2010 – 344 p. », *Économie rurale* [En ligne], 327-328 | janvier-mars 2012, mis en ligne le 01 mars 2012, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/3412>

 Florian REYNAUD

L'élevage bovin De l'agronome au paysan (1700-1850)

Presses universitaires de Rennes, coll. Histoire
2010 - 344 p.

Cet ouvrage plonge le lecteur dans la littérature agronomique des XVIII^e et XIX^e siècles. Fruit d'un recensement minutieux des différents écrits diffusés à cette époque, parmi les dictionnaires, encyclopédies, traités et périodiques, il ambitionne l'analyse détaillée des articles et textes ayant trait à l'élevage bovin et ses multiples dimensions (techniques, économique, juridique...). Le sous-titre évocateur « de l'agronome au paysan », laisse entendre que l'auteur s'attachera particulièrement aux aspects de diffusion des techniques, aux conditions de la vulgarisation des savoirs scientifiques et à la construction du concept de « progrès » agricole.

Cette publication a le mérite d'apporter un éclairage sur l'édition littéraire et scientifique des XVIII^e et XIX^e siècles alors qu'émerge l'agronomie en tant que discipline à part entière et qu'augmente considérablement le nombre d'ouvrages en circulation. L'intérêt suscité par l'ouvrage de Florian Reynaud est certain. Alors que notre connaissance des écrits de l'époque reste circonscrite aux travaux des physiocrates qui ont imprimé la pensée économique de leur temps, les auteurs d'ouvrages agronomiques sont peu connus aujourd'hui. Pourtant, le XVIII^e siècle constitue une époque charnière pour l'agriculture. Théâtre d'un certain nombre de transformations sociales, économiques et d'évolutions techniques, il constitue aux yeux de nombreux historiens et analystes de cette période une véritable révolution agricole. Couvrant un siècle et demi de publications, le champ d'investigation de cet ouvrage est ambitieux. En outre, l'auteur se propose, à travers le recensement

du corpus imprimé, de retracer l'importance de la pensée agronomique en matière d'élevage bovin et de mettre en perspective historique les approches des différents enjeux techniques, sociaux, juridiques tout au long de la période considérée. Il est intéressant à ce titre de prendre la mesure du type d'ouvrages abordant des thématiques liées à l'agriculture, qu'ils soient généralistes ou spécialisés.

La publication s'organise autour de trois parties. La première intitulée « L'imprimé agronomique : 1 083 références » consiste en une analyse quantitative de l'occurrence de mots ou thèmes d'élevage dans les différents écrits (encyclopédies, traités, périodiques). La seconde, dénommée « La pensée agronomique de l'élevage bovin » est présentée comme une étude du contenu de la pensée agronomique telle qu'exprimée dans la littérature. Enfin, l'auteur aborde le processus de diffusion des écrits agronomiques et leur portée auprès de la population agricole dans une dernière partie qui a pour titre « Influences et diffusions : entre théories et pratiques nationales ».

Les premiers chapitres rendent compte de l'important travail historiographique réalisé et du nombre de ressources bibliographiques mobilisées et croisées. Chacun d'entre eux, pour les différents types d'écrits de l'époque (dictionnaires, encyclopédies, traités, périodiques...), présente successivement une analyse quantitative de l'importance des termes du champ lexical de l'élevage au sein du corpus agronomique. L'auteur utilise cette approche bibliométrique pour avoir, selon ses propres termes, « une mesure des préoccupations de l'époque ». Il développe longuement les résultats de cette analyse bibliométrique et en conclut sur les thèmes particulièrement mis à l'honneur par la littérature en fonction du nombre et de la taille des articles qui en relèvent. Ainsi, on apprendra que les thématiques de santé, maladies du bétail, hygiène, fourrages et

prairies artificielles sont les entrées les plus importantes dans les dictionnaires encyclopédiques. Dans la littérature agronomique stricto sensu, l'intérêt pour l'alimentation des troupeaux engendre davantage d'ouvrages spécialisés sur la question entre 1750-1800. En guise de conclusions des différents chapitres de la première partie, l'auteur vérifie que les préoccupations de l'époque telles qu'évoquées par les historiens sont bien présentes dans les corpus des écrits de cette période.

Cette première étude de l'imprimé agronomique appelle plusieurs commentaires. Le premier a trait à la présentation des résultats quantitatifs. Il aurait été souhaitable d'envisager des propos plus synthétiques et d'illustrer les principales conclusions par une analyse graphique. Le second concerne la méthodologie employée. L'on s'interrogera sur la pertinence d'une seule approche bibliométrique pour mesurer le traitement des enjeux de l'élevage dans la littérature. Enfin, si l'on accepte le parti pris d'une démarche quantitative et statistique, on aurait aimé percevoir davantage l'évolution du traitement de certaines thématiques entre 1700 et 1850, en lien avec les bouleversements politiques et économiques qu'a connus la France pendant cette période.

Dans la seconde partie, l'auteur entend faire le « lien entre le travail statistique et une analyse sur le fonds de la pensée agronomique ». Celle-ci est déclinée à travers trois entrées principales : l'utilisation des bovins et leur reproduction, les produits de l'élevage et un dernier développement englobant l'alimentation, la médecine vétérinaire et la législation sur l'élevage. L'auteur passe en revue un certain nombre de préceptes, techniques et débats au sein des agronomes sur de nombreuses pratiques liées à l'élevage ou à la transformation des productions, autant de propositions censées promouvoir de « bonnes pratiques » visant l'amélioration des systèmes de production en élevage (reproduction, valorisation des sous-

produits, alimentation et soins portés au bétail...).

Le lecteur doit attendre la conclusion de chacun des chapitres pour qu'apparaisse une tentative de synthèse et d'analyse critique des écrits par l'auteur. Ce dernier dégage quelques traits saillants de la pensée agronomique avec sens critique. Il citera notamment des écrits focalisés pour nombre d'entre eux sur le Bassin parisien même si des travaux d'observation et une prise en compte des spécificités régionales se développent au XIX^e siècle. Le caractère parfois « étroit » de la littérature semble s'infléchir progressivement au cette même période. Les thèmes les plus étudiés ont trait à la médecine vétérinaire, l'alimentation fourragère, l'hygiène et le développement des prairies artificielles. Les écrivains tentent de se démarquer des usages et habitudes connues, mettant en exergue l'observation et l'expérimentation. Ils se situent dans le domaine de la théorie, construisant des idéaux-types sans prendre en compte certaines réalités locales.

Sans pour autant nous livrer une réelle démonstration des inflexions de la littérature agronomique au-delà des exemples cités, l'auteur évoque une approche plus « rationnelle » de la part des agronomes et un discours acquérant un « caractère scientifique ». Parmi les obstacles au changement, de nombreux auteurs retiennent le poids des « routines », « l'immobilisme » des populations et le poids des « cultures » qui s'opposent à la raison. La dimension « théorique » et le recours à un vocabulaire spécialisé entrent d'ailleurs parfois en contradiction avec le souci de vulgarisation des pratiques et posent la question de la diffusion des écrits. Les agronomes portent davantage leur attention aux régions qui préoccupent administration centrale (pour l'approvisionnement du marché parisien par exemple). Dès lors, une question d'importance occupe l'auteur tout au long de son ouvrage : l'incidence de ces écrits sur les pratiques d'élevage. On verra se confirmer au fil du texte la portée et la diffusion,

somme toute limitées, de la littérature agronomique.

Dans la dernière partie de l'ouvrage, la diffusion des nouvelles idées et pratiques est traitée sous différents angles. D'une part, l'auteur porte son attention sur la prise en compte des particularismes locaux dans la littérature (à travers le recensement des citations concernant les usages ou les appellations locaux). D'autre part, il se penche sur le monde éditorial des périodes pré et post révolutionnaires avec un certain nombre de développements sur les lieux d'édition, les formats et les tirages produits ainsi que les prix des ouvrages, autant d'éléments qui permettent d'appréhender l'ampleur de la diffusion des écrits. L'édition, essentiellement parisienne, le prix élevés des ouvrages (encyclopédies et dictionnaires spécialisés), et la faible alphabétisation des campagnes implique une faible percée de la littérature agronomique hors des villes. La diffusion est alors limitée « à la sphère parisienne et aux notables des grandes villes, à quelques grands propriétaires ruraux et aux administrations ». Les écrits qui touchent une élite aisée, des juristes, notaires, sont relayés au niveau local auprès des curés et des maîtres de poste. Il faudra attendre le développement de la presse généraliste agricole au XIX^e et quelques éditions provinciales pour assurer une diffusion un peu plus large. Somme toute, le rôle qu'ont pu avoir les écrits agronomiques semble limité aux yeux de l'auteur. L'incidence qui aurait été plus marquée sur les politiques de l'état est traitée sans l'angle de la constitution de réseaux (entre les membres de l'administration et les agronomes par exemple) et la constitution des sociétés d'agriculture.

La dimension la plus réussie de l'ouvrage est bien de rendre compte de l'activité éditoriale du XVIII^e siècle et début du XIX^e, d'abonder en détail sur le contenu de certains ouvrages et de retracer la teneur de la pensée agronomique. On s'interrogera toutefois sur le plan retenu et

plus particulièrement sur l'intérêt de dissocier l'analyse quantitative et celle du contenu. La première partie, très étoffée sur l'ensemble des résultats de l'analyse quantitative est quelque peu rébarbative pour les lecteurs peu avertis de ce type d'approches. Il en est de même pour l'entrée thématique de la seconde partie et le traitement un tant soit peu déséquilibré des différentes problématiques. Si l'auteur s'attarde sur l'émergence de la discipline vétérinaire par exemple, il est beaucoup plus concis sur certains aspects économiques et juridiques (durée des baux, organisation des communs,...) pourtant jugés comme les principaux obstacles au changement. Il devient difficile pour le lecteur de mettre en perspective cette période de l'histoire. On aurait aimé que l'accent soit davantage porté sur les exemples du Limousin, Charolais, censés apporter un éclairage concret sur le discours agronomique analysant ces régions d'élevage, la réalité agricole et les processus de diffusion des écrits. Comment percevoir la pertinence et la validité de l'analyse des agronomes des XVIII^e et XIX^e sans une analyse de la situation économique et des conditions de production de la paysannerie ? En outre, n'aurait-il pas été opportun d'aller plus loin dans la caractérisation des écrits, mettant en lumière les paradigmes sous-tendant la pensée agronomique (principes hygiénistes, progressiste ou individualistes) et la mettre en perspective avec les idées économiques et philosophiques de l'époque ?

Il n'en demeure pas moins que cette immersion dans le discours des agronomes et scientifiques des XVIII^e et XIX^e siècles fait écho au questionnement sur la construction sociale du progrès et sa diffusion, le rapport complexe, voire la rupture consommée entre discours agronomiques et la réalité des pratiques agricoles. ■

Cécile FÈVRE

APCA Pôle économie et politiques agricoles

Thierry POUCH

La guerre des terres Stratégies agricoles et mondialisation

Éditions Choiseul, octobre 2010, 256 p., 20 €

Une première mise au point s'impose : en dépit du titre qui évoque la question d'actualité qui est celle de l'acquisition massive de terres agricoles par les capitaux étrangers dans les pays en développement, (le *land grabbing* dans le vocabulaire anglo-saxon à la mode), l'ouvrage de Thierry Pouch n'est pas une étude spécifiquement centrée sur cette question. Le sous titre « stratégie agricole et mondialisation » paraît plus significatif du contenu de l'ouvrage, tant il apparaît que la « guerre des terres » actuelle n'est qu'un épisode contemporain d'un mouvement conflictuel de fond, qui oppose les puissances agricoles depuis le début des années 1980 et qu'illustre l'âpreté des négociations agricoles au GATT, puis à l'OMC depuis 1986.

Bien au-delà d'une question d'actualité, l'ouvrage proposé est en fait un ouvrage de fond, qui entremêle deux genres : un essai théorique qui propose un cadre rénové de lecture des questions de politiques agricoles à la lumière des concepts de la géo-économie, et un manuel plus classique de politique agricole.

Politiques agricoles et géo-économie

C'est de toute évidence cette dimension de l'ouvrage qui paraît la plus novatrice, et la plus stimulante. D'abord parce qu'elle s'appuie sur une relecture particulièrement fine et pertinente des grands auteurs qui ont marqué l'histoire des sciences économiques, avec des incursions essentielles dans le champ de la philosophie politique conférant à l'analyse une profondeur qui rompt heureusement avec

les platitudes que nous distille quotidiennement la vulgate économique, celle qui prétend désormais monopoliser la définition académique de la discipline. Ainsi que l'exprimait un grand économiste et philosophe du XIX^e siècle aujourd'hui passé de mode : « *C'est une caractéristique de l'économie politique vulgaire que de reprendre les idées qui à un stade du développement étaient neuves, originales, profondes et justifiées, pour les répéter à une époque où elles sont devenues plates, dépassées, fausses. Elle confesse ainsi son ignorance complète des problèmes qui ont préoccupé l'économie politique classique.* » La manière dont est aujourd'hui répétée mécaniquement, jusqu'à l'écœurement, la théorie ricardienne des « avantages comparatifs » constitue certainement l'illustration la plus manifeste de cette ignorance. Or Thierry Pouch, et c'est là une qualité essentielle de son ouvrage, n'ignore rien des problèmes qui ont préoccupé l'économie politique classique et nous propose une relecture particulièrement éclairante des théories ricardiennes de la rente et des avantages de la libéralisation des échanges, à la lumière des débats philosophiques et politiques du moment, à la lumière aussi des doutes de Ricardo lui-même, ce qui permet d'éclairer sous un jour nouveau les débats actuels de politique agricole.

Ce jour nouveau, c'est celui de la géo-économie, développée aux États-Unis par Edward Luttwak et en France par Pascal Lorot, fondateur en 1997 de la revue du même nom. Appliquée à l'histoire des négociations agricoles multilatérales menées depuis trois décennies, l'analyse géo-économique montre que la libéralisation des échanges agricoles s'inscrit dans une logique conflictuelle, qui s'apparente plus à celle d'une guerre économique, qu'à une idyllique progression collective de l'humanité dans l'amélioration du bien-être mondial.

Ainsi que le décrit très finement T. Pouch, une conviction philosophique s'est

consolidée avec Montesquieu et son « doux commerce », avec le siècle des lumières et les articles des encyclopédistes, avec Kant et son « projet de paix perpétuelle », visant à analyser le développement des échanges comme vecteur de paix entre les nations. Dans le champ de l'économie, cette doctrine a été rationalisée de manière déterminante par David Ricardo avec sa fameuse théorie des « avantages comparatifs » (1817) qui reste, deux siècles plus tard, le credo incontournable de tout promoteur de la libéralisation des échanges. Les discours économiques contemporains restent durablement marqués par cette représentation réifiées du commerce international, qui occulte entièrement les controverses philosophiques qui ont présidé à la construction de ce paradigme dominant (voir notamment les conceptions de Fichte sur l'« État fermé » analysées dans l'ouvrage) et qui ignore avec constance les démentis de l'histoire. À y regarder d'un peu plus près en effet, le développement des échanges commerciaux ne suit pas un long cours tranquille. Le « pacte colonial » qui lie les métropoles industrielles à leurs colonies agricoles constitue certes une bonne application des avantages comparatifs de Ricardo, mais ne s'est certainement pas mis en place pour la paix et l'épanouissement des protagonistes. Plus près de nous, la chute du mur de Berlin et la première guerre du Golfe n'ont pas scellé la fin de l'histoire, tandis qu'avec la libéralisation des échanges agricoles prônée par l'Union européenne, l'OCDE et l'OMC la précarité alimentaire perdure, entraînant avec elle le retour des émeutes de la faim.

En regard de ce constat d'échec, l'essai théorique que nous propose Thierry Pouch constitue une contribution intellectuelle particulièrement stimulante et utile pour aider à une meilleure compréhension de la situation agricole et alimentaire internationale actuelle, et de la « guerre des terres » qu'elle engendre.

L'histoire contemporaine des relations commerciales agricoles

Cette partie de l'ouvrage, intercalée aux chapitres plus théoriques, fournit une description des principales étapes des négociations commerciales multilatérales dans la période contemporaine, qui vient en illustration de la thèse. Utile pour le lecteur qui découvre le sujet, elle reste moins captivante pour qui en est déjà familier. C'est en quelque sorte un manuel de politique agricole, qui aborde les événements de manière plus factuelle. Peut-être était-ce nécessaire pour construire un ouvrage complet ? On le regretterait presque car on peut se demander si cette partie de l'ouvrage n'affaiblit pas, par une sorte d'effet de dilution, la vigueur de la démonstration théorique.

Quelques questions en suspens

C'est le lot des bons ouvrages de stimuler l'esprit du lecteur, et donc, immanquablement, de solliciter de nouvelles attentes. Dans la mesure où l'ouvrage peut nourrir l'ambition de devenir une référence à conseiller aux étudiants, on pourra regretter l'absence de toute discussion de théorie économique sur la validité actuelle de la théorie ricardienne, et de son prolongement néoclassique, dans une période où la libre circulation du capital remet fondamentalement en cause l'hypothèse d'immobilité internationale des facteurs de production (Nation « bloc de facteurs ») indispensable à la démonstration des avantages comparatifs. Avec la libre circulation des capitaux, les ressorts actuels de la mondialisation ne reposent plus sur les avantages comparatifs, mais sur un retour aux avantages absolus et la mise en compétition entre eux, par les capitaux internationaux, des différents espaces nationaux (avantage absolu au moins disant social, au moins disant fiscal, au moins disant écologique...). On regrettera aussi que le rôle des firmes multina-

tionales et leurs liens avec les États ne soient pas développés. Qu'en est-il aujourd'hui de la « nationalité » des firmes multinationales ? Qu'en est-il du pouvoir des États ? Avec la mise en place des institutions européennes et multilatérales, les firmes multinationales ne disposent-elles pas finalement d'outils politiques infiniment plus maniables que les États, car débarrassées des contraintes démocratiques ? Quelles implications en tire la géo-économie ?

On entrevoit aussi, vers la fin de l'ouvrage l'émergence d'une nouvelle thèse, dérivée de la critique des avantages comparatifs, qui mériterait d'être développée : celle de l'absurdité des objectifs de Lisbonne. N'est-ce pas un contresens absolu de croire qu'un pays (ou une région en ce qui concerne l'Europe) peut asseoir sa prospérité économique sur les seuls services et l'innovation dans les secteurs de pointe, en négligeant toute production manufacturière, agricole et alimentaire ? Hormis l'outrecuidance qu'il y a prétendre que l'Europe puisse s'arroger le monopole mondial du leadership de l'intelligence, cette ambition véhicule une représentation de l'économie qui ignore totalement les réalités productives : les services et l'innovation ne se développent pas de manière autonome et abstraite : leur développement prend corps dans une production matérielle

industrielle et agricole, pilotée par une main-d'œuvre dont la qualification et le savoir-faire constitue un maillon essentiel de l'innovation. On évoque à l'envie les succès de l'Allemagne à l'exportation, mais ces succès reposent précisément sur une industrie puissante, qui représente 25 % de la valeur ajoutée en Allemagne, contre 15 % seulement en France.

Sur un plan plus politique, on pourra regretter que l'auteur en reste à une analyse explicative, certes pertinente, mais se refuse à tirer les conclusions de son analyse pour l'action. Dès lors que la libéralisation des échanges alimentaires est facteur de tension et de risques nouveaux de conflits, il faut en tirer les conséquences : le concept de souveraineté alimentaire n'est pas une réminiscence pernicieuse de quelque nostalgie protectionniste, mais la réponse géopolitique indispensable à la neutralisation des conflits, le point de passage obligé de la nouvelle « gouvernance alimentaire mondiale » que les politiques prétendent aujourd'hui appeler de leurs vœux.

On l'aura compris, l'ouvrage de Thierry Pouch est de ceux qui aident à réfléchir. On ne peut qu'en conseiller la lecture. Qu'on soit d'accord ou non avec les thèses de l'auteur, on en ressort plus intelligent ? ■

Jean-Christophe KROLL
*Professeur d'économie
AgroSup Dijon*